



2021PORTUGAL.EU
Dimension Parlementaire

Note d'encadrement

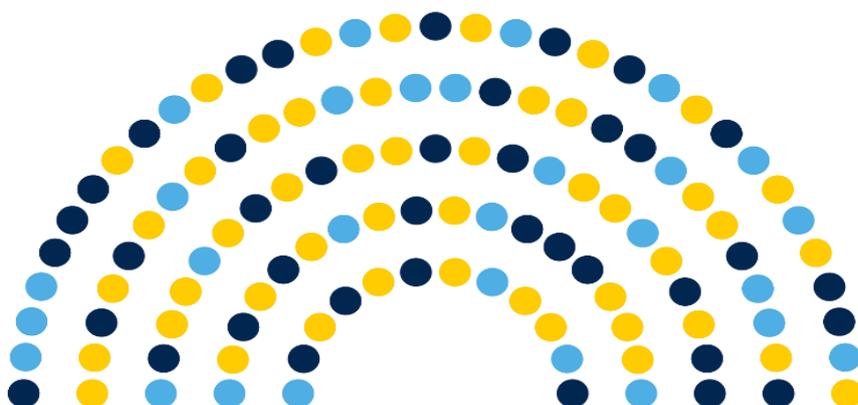
Session I

La présidence portugaise du Conseil de l'EU

Réunion plénière de la LXV COSAC

31 mai-1 juin 2021

Lisbonne



NOTE D'ENCADREMENT Session I

La présidence portugaise du Conseil de l'UE

Le 1^{er} janvier 2021, le Portugal a pris la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne (UE) pour la quatrième fois, dans le cadre du trio présidentiel avec l'Allemagne et la Slovénie.

Parallèlement aux [priorités](#) assumées par le trio, chaque présidence définit ses propres priorités spécifiques, alignées sur les objectifs de l'agenda stratégique de l'Union. Sous la devise « le temps d'agir », le Portugal a établi [trois grandes priorités](#) pour une **Europe résiliente, verte, numérique, sociale et mondiale** :

- Promouvoir une reprise européenne tirée par les transitions climatiques et numériques ;
- Concrétiser le socle européen des droits sociaux, en tant qu'élément essentiel pour assurer une transition climatique et numérique juste et inclusive;
- Renforcer l'autonomie stratégique d'une Europe ouverte sur le monde.

Dans le cadre de la reprise européenne, pendant la présidence portugaise, une [action coordonnée sur les vaccins](#) (mécanismes de distribution, de production et de contrôle des exportations) s'est distinguée, visant à garantir la qualité, la sécurité et l'efficacité des vaccins tout en assurant un accès rapide, équitable et abordable pour les États membres, avec l'adoption de la [stratégie de l'UE en matière de vaccins](#) et la conclusion de contrats avec diverses [entreprises pharmaceutiques](#).

Le développement du mécanisme COVAX, dont l'UE est le premier exportateur mondial de doses et le [principal donateur](#), visant à garantir un accès équitable et universel aux vaccins à des prix abordables pour tous ceux qui en ont besoin, ainsi que le [consensus](#) atteint sur le partage solidaire des vaccins pour les États membres qui en ont le plus besoin, est également pertinent dans ce contexte.

Le rétablissement de la libre circulation au sein de l'UE a conduit au développement des [certificats COVID-19 de l'UE](#) (anciennement appelés [certificats verts numériques](#)) qui devraient être utilisables à partir de [juin](#).

La reprise européenne a encore été stimulée au cours de cette période par la mise en œuvre du [cadre financier pluriannuel \(CFP\) 2021-2027](#) et du programme [Next Generation EU](#) en soulignant l'approbation du programme [Horizon Europe](#) et les [accords](#) conclus sur le Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration (FAIM) : l'Instrument de soutien financier à la gestion des frontières et des visas (IGFV) et le Fonds pour la sécurité intérieure (FSI).

Le processus de ratification de la décision relative aux ressources propres a également débuté et, avec l'adoption de la [facilité pour la reprise et la résilience \(FRR\)](#), les États membres ont commencé à soumettre leurs plans nationaux, en mettant l'accent sur les transitions écologique et numérique.

La présidence a également œuvré à la mise en œuvre du socle social de l'UE. Le [sommet social de Porto](#), qui s'est tenu les 7 et 8 mai, a renouvelé l'engagement de mettre en œuvre le [socle européen des droits sociaux](#), dont le [plan d'action](#), présenté en mars par la Commission, repose sur trois priorités assorties d'objectifs quantifiés à atteindre d'ici 2030 : l'emploi, les compétences et la protection sociale. En mars, le [sommet social tripartite](#) a pris les premières mesures pour préparer ce sommet en discutant de la manière de parvenir à une relance équitable et durable, avec la contribution des partenaires sociaux.

La transition climatique équitable a été l'une des priorités de la présidence et il y a déjà un accord provisoire sur le [mécanisme de la dette du secteur public pour soutenir cette transition](#), le troisième pilier du mécanisme de transition équitable, mis en place pour faire face aux conséquences sociales et économiques de l'objectif de [neutralité climatique d'ici 2050](#) et des objectifs climatiques de l'UE pour 2030. Les deux autres piliers sont le Fonds pour la transition équitable et un régime spécifique de transition équitable dans le cadre du programme [InvestEU](#). Grâce à la mise en œuvre du [Pacte vert pour l'Europe](#), un accord provisoire entre le Conseil européen et le Parlement sur

une [Loi européenne sur le climat](#) a été conclue, le mandat habilitant le Conseil à ouvrir des négociations avec le Parlement européen en vue d'un accord sur le [8^{ème} programme d'action pour l'environnement](#) a été adopté, des conclusions sur la [Stratégie de l'UE pour la durabilité dans le domaine des produits chimiques](#) ont été adoptées et l'[année européenne du rail 2021](#) a été lancée. Toujours dans le contexte de la neutralité climatique, et compte tenu de la [stratégie de l'hydrogène pour une Europe climatiquement neutre](#), qui met l'accent sur la production et l'utilisation d'hydrogène renouvelable, la présidence a organisé la [Conférence de haut niveau « L'hydrogène dans la société : combler les lacunes »](#).

La politique agricole commune (PAC) a toujours été d'une grande importance pour le Portugal, et la présidence a [progressé dans les négociations](#) sur sa [réforme](#) en ce qui concerne l'adoption de trois règlements qui composent la PAC : sur les plans stratégiques ; sur la gouvernance horizontale – financement, gestion et contrôle ; et sur l'organisation commune des marchés des produits agricoles. En outre, en ce qui concerne l'engagement en faveur de l'économie bleue et de l'utilisation durable des ressources océaniques, il convient de souligner l'[accord](#) sur un plan d'urgence qui garantit que les activités de pêche des flottes de l'UE ne seront pas interrompues jusqu'à ce que l'UE et le Royaume-Uni s'accordent sur les possibilités de pêche définitives pour 2021 et, pour les stocks d'eau profonde, pour 2021 et 2022.

En ce qui concerne la transition numérique, la présidence portugaise a suivi les négociations sur la [législation sur les services numériques](#) et la [législation sur les marchés numériques](#). L'édition 2021 du [Digital Day](#), coorganisée par la présidence portugaise, a réuni les États membres pour discuter des défis de la technologie et trois déclarations ont été signées pour mettre en commun les efforts et les ressources afin de promouvoir la connectivité internationale : « [Les plateformes de données européennes, élément clé de la décennie numérique de l'UE](#) » ; « [Les normes de l'UE pour les startups](#) » et « [Déclaration sur la transition écologique et numérique de l'UE](#) ». Ces engagements permettront d'accélérer la transition verte et numérique de l'Europe et contribueront à la vision et aux objectifs de la [décennie numérique de l'Europe](#).

En juin, lors de l'[assemblée numérique – conférence ministérielle de haut niveau](#), la « Déclaration de Lisbonne – la démocratie digitale avec un objectif » sera signée, associée à l'inauguration officielle du câble sous-marin [Ellalink](#) entre l'Europe et l'Amérique latine. À noter également l'[accord](#) sur le [mandat](#) de négociation qui permet à la présidence portugaise d'entamer des discussions avec le Parlement européen sur le texte final du [règlement sur la protection des données à caractère personnel dans les communications électroniques](#), une discussion en suspens depuis 2017.

La présidence s'est investie dans la promotion des droits de l'homme, en marquant le [10^{ème} anniversaire de la signature de la Convention d'Istanbul](#) par une conférence de haut niveau, en faisant progresser la mise en œuvre du [nouveau pacte sur la migration et l'asile](#) en dégagant le [consensus](#) nécessaire sur sa dimension extérieure, en discutant du rôle de la désinformation lors du [séminaire « Les menaces hybrides, dont la désinformation »](#) et en cherchant à [lancer](#) la plateforme européenne sur les sans-abri. La [Conférence sur l'avenir de l'Europe](#) a été lancée le 9 mai, après que l'impasse empêchant sa tenue ait été surmontée grâce à une présidence tripartite entre la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil, et conformément à la [déclaration commune](#) signée le 10 mars. La présidence s'engage à faire de cette conférence une occasion de débat ouvert, inclusif et démocratique, dans lequel les citoyens peuvent exprimer leurs points de vue par le biais de la [plateforme numérique multilingue](#).

Le renforcement de l'autonomie stratégique d'une Europe ouverte sur le monde passe par les relations avec l'Afrique. La présidence, en partenariat avec la Banque européenne d'investissement (BEI), a organisé un mois [de dialogue sur la transition verte et de l'investissement vert entre partenaires africains et européens \(Green Talks\)](#), ainsi que le [Forum de haut niveau Union européenne-Afrique sur l'investissement vert](#), et s'est félicitée de la conclusion des négociations sur l'[accord post-Cotonou](#).

Le [sommet UE-Inde](#), principalement axé sur la lutte contre la pandémie mondiale et la résilience des systèmes de santé, a également abordé des sujets tels que le partenariat stratégique en matière de technologie, de connectivité et de commerce.

La relance du partenariat transatlantique a également été à l'honneur pendant la présidence portugaise, puisque le secrétaire d'État américain a assisté à la [réunion](#) des ministres européens des affaires étrangères, en février, et le Président américain à la [réunion](#) du Conseil européen, en mars.

Le Portugal a été la première présidence à traiter du retrait définitif du Royaume-Uni du marché intérieur et de l'union douanière de l'UE. Après être parvenu à un accord provisoire sur les relations futures entre les deux parties, plusieurs [discussions](#) ont eu lieu sur le sujet, et le Parlement européen a déjà donné son [consentement](#) à la ratification de l'[accord de coopération et de commerce entre l'UE et le Royaume-Uni](#).

